


**CONTRE
LA CONTRE-RÉFORME
EN MATIÈRE PUNITIVE**

OU

**COMMENT SE RENDRE
DU POINT A AU POINT B
EN MATIÈRE DE RÉFORME
DE LA PÉNOLOGIE
CANADIENNE**

ICAJ
VANCOUVER
OCTOBRE 2010

Professeure Hélène Dumont,
Faculté de droit, Université de Montréal

PLAN 

Introduction : **Sens du mot réforme**

A- **LE POINT DE DÉPART** : L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA PARTIE XXIII DU CODE CRIMINEL

1- La modeste réforme de 1996 et des espoirs sincères d'améliorer le sentencing canadien

a) Objectifs de la réforme du sentencing canadien de 1996

b) Résultats recherchés avec cette réforme de 1996

2- Un recul entre 1996 et 2010 par un tsunami de contre-réformes en matière de sentencing

a) La neutralisation des objectifs de la réforme de 1996

b) Les postulats discutables de la contre réforme inspirés par l'anecdote, le populisme politique, une idéologie sécuritaire tous azimuts et une peur irrationnelle du crime

B- **D'UNE RÉFORME À L'AUTRE** ou COMMENT SE DIRIGER VERS LE POINT B

1- Des commandements pour contrer la contre-réforme

a) Pour les juges

b) Pour les citoyens que nous sommes

2- À qui appartient-il de faire quoi?


a) Le législateur : quelle loi, quelle réforme

b) Les gouvernements et l'administration publique : financement et concertation des services de justice

c) Les juges : quel encadrement, quel modèle leur faut-il?

d) Les experts des sciences humaines et sociales: leur contribution

Conclusion : **Une réflexion plus poussée sur les fonctions sociales appropriées de la justice punitive**

Cinq sens du mot Réforme selon le dictionnaire 


1° **Amélioration** dans le sens moral ou social

2° Rétablissement de la règle primitive

3° **Changement profond apporté dans la forme d'une institution** afin d'en obtenir de meilleurs résultats

4° **Amélioration partielle et progressive de l'ordre social** (par opposition à révolution) :

5° Mise hors de service de ce qui y est devenu impropre

Illustrations des sens du mot réforme dans le domaine de la pénologie 


1° **Changer la justice punitive** pour le mieux : des sentences plus justes

2° **Revenir à une règle première** : favoriser systématiquement les peines alternatives avant d'envisager la peine d'emprisonnement.

3° **Faire un réexamen en profondeur de l'institution** « Plaidoyers-sentences » (plea sentencing).

4° **Favoriser plus de transparence** dans la procédure pénale afin d'obtenir une plus grande confiance du public en l'administration de la justice


5° **Mettre de côté ce qui ne marche pas** en matière punitive : abolition des peines minimales

Trois objectifs de la réforme du sentencing canadien de 1996 (Partie XXIII) 

1° Des **sentences plus justes** (doing justice)

2° Un **système de justice punitive plus cohérent** (making sense of sentencing)

3° Une **réforme fondée sur la réalité** et sur les **connaissances** (truth about facts and knowledge)

Six résultats recherchés avec la réforme de 1996 

1° Une **diminution du recours à la peine d'emprisonnement**

2° Plus de **modération punitive** avec le principe fondamental de proportionnalité

3° Un **usage plus fréquent des peines non carcérales**, notamment grâce à la nouvelle peine de condamnation à l'emprisonnement avec sursis

4° **Moins de confusion dans la sélection des finalités** recherchées lors de l'imposition d'une sentence

5° **Plus d'encadrement avec l'énoncé de principes généraux** dans le Code et conséquemment moins de disparité dans les sentences imposées à des contrevenants similaires condamnés d'infractions semblables au Canada

6° De **meilleures connaissances empiriques sur les sentences** canadiennes et sur la criminalité sous jacente

La neutralisation des objectifs de la réforme de 1996 entre 1996-2010



- De nombreuses **lois ponctuelles** modifiant les peines
- Un **droit d'exceptions** et une incohérence accrue au regard des principes généraux
- Une **érosion de la philosophie générale** de la Partie XXIII sur la détermination de la peine

Les contre-réformes sont fondées sur:



- 1° le **cas d'espèce** et l'**anecdote** (on peut mettre le nom d'un criminel ou d'une victime à côté de chacune des modifications législatives ponctuelles)
- 2° l'**exacerbation de la peur** et des sentiments vindicatifs du public par médias interposés
- 3° le **populisme conservateur** et l'opportunisme politique
- 4° une **idéologie sécuritaire tous azimuts** au détriment de la réalité criminelle, des connaissances et du savoir.

Cinq indices pour affirmer que le sentencing canadien est devenu plus occulte et plus arbitraire, plus incohérent et moins juste



- 1° **Augmentation de la discrétion des procureurs** de la poursuite au détriment d'une discrétion judiciaire de bon aloi en matière de sentencing.
- 2° **Généralisation du plea-sentencing** et diminution sensible des procès devenus plus complexes et moins intelligibles pour le public
- 3° **La libération conditionnelle** : une institution de justice discréditée par tous les autres intervenants de justice, par le public et par les politiciens
- 4° **Le législateur fédéral rejette dans la cour des provinces les répercussions économiques de ses contre-réformes**. Il y a une augmentation des détenus dans les prisons provinciales malgré une baisse notable de la criminalité
- 5° **Les contre-réformes affectent marginalement les cas d'espèce retentissants qui les ont justifiées**. Mais elles affectent l'ensemble des cas ordinaires et donnent lieu à un surcroît non mérité de sévérité punitive pour ceux-ci.

Premier postulat de la contre-réforme :



- **L'emprisonnement est la seule peine qui a de l'effet** et qui fait de l'effet en matière punitive
- **Les stratégies du législateur de mise en œuvre de cette idée**
 - Privilégier la **fonction de dénonciation** et de dissuasion
 - Créer des **peines minimales**
 - Réduire la portée des **peines non carcérales**

Deuxième postulat de la contre-réforme :



- La **sévérité punitive est magique**
- **Les stratégies du législateur de mise en œuvre de cette idée**: Allonger de diverses façons la durée des emprisonnements
 - **Abolition de la règle pratique du temps double** assortissant la détention provisoire
 - Des **peines minimales élevées** : des durées médianes ou moyennes qui deviennent des durées-planchers
 - **Augmentation du maximum** de certaines infractions
 - **Jumelage plus fréquent d'autres peines** à la peine d'emprisonnement
 - **ordonnances de longue durée** dans la collectivité
 - **interdictions plus nombreuses**
 - **Élargissement des critères de la détention préventive** (dangerosité)
 - **Stigmatisation durable** et plus longue de la condamnation:
 - **fichage génétique**
 - **allongement des délais** pour obtenir un pardon
 - Des **peines d'adultes pour les jeunes contrevenants**

Troisième postulat de la contre-réforme :



- **L'emprisonnement est applicable à d'autres personnes** que des personnes condamnées de crimes
- **Concrétisation de cette idée**
 - **Accroissement de la détention provisoire** dans les prisons provinciales
 - La nouvelle réalité : **la détention administrative** (certificats de sécurité, la détention sur simple soupçon et l'attente de statut de réfugié)

Quatrième postulat de la contre-réforme :



- Il y a un **plus grand nombre de dangereux**, la politique pénale doit être fondée sur le **risque ZÉRO**
- **Concrétisation de cette idée**
 - L'idéologie sécuritaire et la conception du dangereux ou du danger : **fonction préventive et répressive de la peine**
 - Le risque ZÉRO et la tolérance ZÉRO : **confusion de sens**
 - La peine émotive et la **conception du risque par le public**

Des commandements pour les juges pour contrer la contre-réforme



- Des initiatives fondées sur le pragmatisme, le professionnalisme, la compétence et l'imagination et l'humanisme des juges
 - 1° **Punish smarter not harder** : Punir de façon plus éclairée et non plus sévèrement
 - 2° **Think broadly, act locally** : se situer dans une structure plus large de l'administration de la justice dans laquelle il y a d'autres intervenants de justice
 - 3° **Optional programs** : les mesures de rechange et les programmes ajustés à des phénomènes récurrents de criminalité
 - 4° **Take care of justice** : la justice est entre vos mains

D'autres commandements pour les citoyens que nous sommes



- **Moratoire** sur les prisons *ou*
 - **Zero prison growth** *ou*
 - La nature a horreur du vide
- **L'éducation des jeunes** :
 - Increase level of education
- **Target resources on at-risk youth** or adult offenders :
 - Cibler les groupes qui ont davantage besoin de services préventifs

Le législateur : quelle LOI



- Ce qui appartient au législateur : **favoriser la modération punitive** par l'énoncé de principes viables et durables
- **Revitalisation** de la partie générale du Code criminel (partie XXIII)
 - Des principes durables
 - Des règles de cumul et de limites
 - Des règles d'interprétation
 - Des règles pour les cas ordinaires
 - Des règles pour les cas extrêmes fondées sur les connaissances et le savoir

Le législateur : quelle RÉFORME



- Ce qui appartient au législateur : **favoriser la cohérence** du système de justice
- **Réforme** en profondeur de la **procédure pénale** : Les trois voies procédurales
 - L'option **déjudiciarisée**
 - L'option **plaidoyers de culpabilité**
 - L'option **procès**

Le rôle des gouvernements:



- **Les gouvernements**
 - Ce qui leur appartient : le **financement des services** de justice
- **L'administration publique**
 - Ce qui lui appartient : la **concertation des services** de justice

Les JUGES



- Ce qui leur appartient : le **domaine de la justice individuelle ou des sentences**
 - La justice **méritée**
 - La justice **raisonnée**
 - La justice **impartiale**
 - La justice **expliquée**
 - La justice **humanisée**

Les juges : quel encadrement, quel modèle



- **L'encadrement traditionnel** : les Cours d'appel
- **L'aide à la décision** : Commission de sentencing, grille de calcul, directives/guidelines, statistiques, études empiriques, etc.
 - de la nécessité d'une telle aide
 - le meilleur choix

Les experts des sciences humaines et sociales



- Ce qui leur appartient : le **domaine des connaissances utiles** à l'amélioration de la justice pénale
- Le **raffinement des statistiques** en matière pénale
- Des **études sérieuses** sur ce qui marche et ne marche pas en matière punitive
- Faire **triompher le savoir sur le pouvoir**

CONCLUSION



- **Favoriser une réflexion plus poussée** sur les fonctions sociales appropriées de la justice punitive
- Objectifs :
 - de la **nécessité sociale de peines plus justes** pour les criminels
 - de la nécessité sociale de la **réhabilitation** et du **pardon**
 - de la nécessité sociale de la **reconnaissance et du réconfort des victimes**